

DEPARTEMENT POLITIQUE FEDERAL

Berne, le 13 janvier 1977

p.B.15.50.4.Sénég. - LC/rb

CONFIDENTIEL

C o m p t e - r e n d u

des entretiens du Chef du Département Politique
avec M. Léopold Sédar Senghor, Président de la
République du Sénégal,
à la Maison de Watteville, à Berne,
le 13 janvier 1977

Du côté sénégalais :

- M. Léopold Sédar Senghor, Président de la République
- M. Ousmane Camara, Ministre de l'enseignement supérieur
- M. Amadou Cisse, Ambassadeur du Sénégal en Suisse

Du côté suisse :

- M. le Conseiller fédéral Pierre Graber, Chef du Département
- M. l'Ambassadeur Albert Weitnauer, Secrétaire général
- M. l'Ambassadeur Marcel Heimo, Délégué à la coopération technique
- M. l'Ambassadeur Jürg Iselin, Chef de la Division politique II
- M. le Ministre Emilio Moser, Division du Commerce
- M. Pierre Luciri, Direction politique

Entrée en matière

Le Chef du Département, n'ayant rencontré son hôte que fugitivement à Genève, en décembre 1976, se réjouit de lui souhaiter aujourd'hui la bienvenue à Berne pour une visite amicale, bien qu'officielle.

Le Président Senghor dit son admiration pour la Suisse, qu'il connut d'abord par sa littérature. Il se rappelle avoir commis un article sur "la jeune poésie suisse".



Relations Suisse -Sénégal

Le Président Senghor : Nous sommes partisans du dialogue, parce que nous avons chacun notre vérité partielle. Par ailleurs, comme le Club de Rome l'a montré, il est nécessaire de régler les problèmes dans un cadre mondial. Nous procédons ainsi par cercles concentriques : nos voisins, la francophonie (un legs positif de notre histoire), la négritude, l'Afrique, l'Organisation des Nations Unies enfin, à laquelle nous accordons beaucoup d'importance.

(Dans son toast après le déjeuner qui fait suite aux entretiens, le Président Senghor dit en premier lieu toute sa satisfaction de voir la Suisse prendre part aux réunions du mouvement non-aligné.)

Etant un petit Etat comme vous, nous préférons la qualité à la quantité. Nous voulons étendre notre coopération avec les petits Etats partiellement francophones : la Suisse, la Belgique, le Canada; ou encore avec d'autres Etats comme le Vénézuéla.

Les investisseurs français n'ont plus qu'une part de 25 % des investissements au Sénégal. Ils en avaient le 80 % avant l'indépendance. Nous diversifions, grâce notamment à l'Allemagne fédérale. Nous avons décidé de nous ouvrir aux investisseurs suisses. Les Suisses sont des gens sérieux et qualifiés. Nous aimerions profiter de leurs qualités. Nous avons déjà deux filiales suisses: la SIBRAS (SIBRA Holding Fribourg) et la Société sénégalaise de développement agricole.

Dans le budget du Sénégal, la première priorité revient à l'enseignement : 33 %. Nous sommes partis du système français. Il est utile pour notre peuple, qui est émotif, d'être entraîné à l'abstraction. Mais ce chiffre va être ramené à 25 - 30 %. Notre deuxième priorité est l'industrie : 26 % de la production intérieure brute. Nous voulons former des producteurs conscients et donner plus d'importance à l'enseignement technique et professionnel. C'est pourquoi nous vous demandons aujourd'hui votre coopération technique. La France nous a beaucoup aidés, mais avec ses

- 3 -

difficultés, elle diminue ses prestations. Nous voulons diversifier. Si cela vous agrée, nous vous proposons deux formules :

a) Coopération aux conditions françaises.

Nous prenons en charge le logement, accordons certaines facilités, participons à la rémunération des coopérants. Nous préférierions cette formule.

b) Nous prenons en charge les coopérants selon des modalités à discuter avec vous.

Le Ministre Camara précise les vœux du Sénégal (11 assistants techniques pour l'enseignement supérieur et 16 professeurs pour l'enseignement moyen, à compter de la rentrée d'octobre 1977) et promet de fournir à notre Coopération technique des fiches mentionnant les qualifications requises.

Le Chef du Département : Nous préférons envisager une coopération qui met en jeu des hommes plutôt que des millions ! Notre système fiscal nous pose de mauvaises blagues. L'Etat fédéral est pauvre dans un pays connu pour sa prospérité. Nous avons été amenés à concentrer nos efforts de coopération technique sur les pays les plus pauvres et sur les secteurs agricole et alimentaire. Ce choix correspond d'ailleurs à nos convictions.

Nous sommes membres du Club des Amis du Sahel. Nous connaissons les difficultés des pays de cette zone. Le Sénégal a la chance d'être riche par comparaison avec certains de ses voisins... Il ne doit évidemment pas être puni pour cette chance relative. Nous examinerons comment apporter à votre pays qui le mérite bien une coopération du genre de celle que vous nous demandez. En période de récession, j'imagine que nous aurons probablement un certain personnel disponible. En tout cas, nous ferons l'impossible pour le trouver.

M. l'Ambassadeur Heimo confirme qu'il devrait être possible de répondre aux demandes présentées. Il rappelle les actions modestes déjà entreprises par la Suisse au Sénégal ainsi que l'aide fournie par le truchement d'organismes privés ou d'organisations internationales.

Le Président Senghor approuve le principe de l'aide aux plus déshérités. Il fait valoir que le Sénégal s'efforce de s'aider soi-même, notamment en limitant ses dépenses militaires à 12 %, alors que certains de ses voisins y consacrent 30 à 35 % de leur budget. Il demande notre compréhension si le nouvel Ambassadeur du Sénégal, par souci d'économie, va être appelé à naviguer entre Genève et Berne.

SEP International Consultants SA, Suisse

Le Chef du Département demande le soutien du Sénégal auprès du gouvernement de Guinée Bissau pour appuyer les efforts d'un bureau d'études lausannois : la "SEP International Consultants SA", qui est associée à l'ORGATEC (Société Africaine d'Etudes Techniques), à Dakar, et s'intéresse à des projets de travaux publics d'infrastructure en Guinée Bissau.

En second lieu, la SEP se propose d'implanter en Afrique francophone une "Société africaine d'Etudes et de Projets d'Infrastructure" (S.A.P.). Ce projet mettrait l'accent sur la formation professionnelle et le perfectionnement des cadres africains. La Banque africaine de développement, qui pourrait s'intéresser au financement de cette entreprise, a recommandé à la SEP d'entreprendre des démarches, notamment au Sénégal.

Le Président Senghor se déclare prêt à recevoir des notes à ce sujet.

Développement du droit humanitaire international

Le Chef du Département : En convoquant une Conférence diplomatique pour le développement du droit humanitaire, nous nous sommes lancés dans une aventure. L'époque était peut-être mal choisie. Nous souhaitons en finir et cette quatrième session devra être la dernière. Les dossiers des experts ne sont pas si épais. Le moment est venu de s'occuper de cette conférence au plan politique. Mais voilà, comment procéder ? On a vu apparaître de nouveaux concepts et de sérieuses difficultés politiques. Il y

a plusieurs pierres d'achoppement. Je mentionnerais tout d'abord la reconnaissance de nouvelles catégories de prisonniers de guerre. Il est difficile de trouver une solution qui ne soit pas au détriment des populations civiles. Il y a ensuite le problème des mercenaires. Nous voudrions que, même si on doit introduire des mesures discriminatoires, on travaille pour l'avancement plutôt que pour le recul du droit humanitaire. Nous allons envoyer quelques émissaires dans le monde pour exposer notre manière de voir. Si vous êtes d'accord, je souhaiterais que notre Observateur permanent à New York inaugure son périple africain à Dakar pour pouvoir mieux sentir quelles sont les possibilités de compromis.

Le Président Senghor : C'est très volontiers que nous recevrons votre émissaire. Les Africains apprécient le contact humain et si l'on vient nous voir chez nous, nous ne savons pas refuser. L'envoi de votre Observateur permanent auprès de l'ONU sera très apprécié. Nous sommes d'accord avec vous. Il devra y avoir des compromis, mais il devrait, malgré cela, subsister des règles. Je vais demander que l'on se prépare pour ces entretiens.

La situation en Afrique

Le Président Senghor : Vous ne pouvez vous imaginer les pressions formidables qui s'exercent sur nous du fait des luttes entre les grandes Puissances. Il y a l'affaire du Sahara, celle de Rhodésie, celle de Djibouti. Les Africains sont déboussolés.

La France, la CEE ont fait une bêtise en se précipitant pour reconnaître l'Angola. Les Européens n'ont pas écouté nos conseils et nous ont déçus. Ils ont avalisé le coup soviéto-cubain. Cela a découragé les amis de l'Occident en Afrique. Maintenant, les Africains sont terrorisés et s'arment.

Et puis, il y a les impérialismes africains : de l'Algérie, de la Libye, de la Nigeria. Nos voisins, le Niger, le Mali, sont coincés entre ces impérialismes. Le gouvernement militaire de Lagos fait une fuite en avant du côté des prétendus progressistes. Mais l'ensemble des intellectuels lui sont opposés.

- 6 -

L'Ethiopie est en pleine anarchie. Il n'y a pas de sécurité à Addis Abéba. L'OUA va mal et cherche à déménager. On nous a offert le siège, mais nous avons refusé. Nous pensons comme vous ; accueillir des organisations internationales techniques, oui; une organisation politique, non merci !

Le Chef du Département : Les fronts sont durcis ?

Le Président Senghor : Oui. Et il y a, en plus, les rivalités africaines. Nous essayons, avec les autres modérés d'Afrique, de résister à la politisation, par exemple au BIT, à l'UNESCO.

La Rhodésie

Le Chef du Département : Nous sommes très intéressés à avoir votre point de vue sur la situation en Afrique australe.

Le Président Senghor : J'ai refusé de rencontrer les chefs des mouvements de libération rhodésiens à Genève. Kissinger a renvoyé la balle dans leur camp. S'ils se mettaient d'accord entre eux, Smith devrait s'incliner. Mais voilà, ces gens font du cinéma ! Et c'est la thèse soviétique qui a prévalu : soutien pour un seul de ces mouvements.

Le Chef du Département : La situation est paradoxale. Ne pensez-vous pas que l'on s'achoppe sur des points subsidiaires ?

Le Président Senghor : Les Soviétiques sont derrière le Mozambique et l'Angola. C'est là le noeud du problème. Et pourtant, les Soviétiques ne sont pas des idiots. Ils savent très bien jusqu'où ils peuvent aller. Ils font du bluff. L'important est de ne pas céder. En pleine crise de l'Angola, j'ai menacé de rompre les relations diplomatiques à la suite de l'occupation de notre Ambassade à Moscou. La police n'a pas tardé à intervenir pour rétablir l'ordre. De même, dans nos eaux territoriales, notre marine a dû rappeler les usages à des bateaux de guerre soviétiques qui voulaient nous impressionner.

Le Chef du Département : Pourrait-il y avoir une nouvelle intervention cubaine en Rhodésie ?

Le Président Senghor : Non ! Kissinger a mis les choses au point. Les Etats-Unis ont le dos au mur et ne peuvent plus reculer.

L'Afrique du Sud

M. l'Ambassadeur Weitnauer : Et comment jugez-vous la situation en Afrique du Sud ?

Le Président Senghor : Lors du vote sur les sanctions contre la Rhodésie, l'Afrique du Sud était notre plus grosse cliente pour les phosphates. Nous avons appliqué strictement les sanctions. Résultat : nos amis marocains nous ont remplacés comme fournisseur de phosphates !

Nous avons des relations avec des Sud-africains blancs libéraux. Nous avons toujours dit qu'il faut combattre les blancs d'Afrique du Sud, non pas parce qu'ils sont blancs, mais parce qu'ils sont racistes. La Déclaration de Lusaka rejoint notre inspiration : Les Sud-Africains sont des Africains comme nous. Ils doivent avoir les mêmes droits que nous, mais alors justement, ils ne doivent pas avoir plus de droits que nous. J'ai rencontré Vorster et je le lui ai dit. Je suis aussi intervenu auprès de lui pour lui demander la libération de prisonniers politiques. Vorster m'a écouté, mais ne m'a pas répondu.

En Rhodésie, en Namibie, où il y a peu de blancs, le problème est plus simple. J'ai dit à Kissinger qu'il fallait que la majorité noire obtienne le pouvoir dans un délai de deux ans. Kissinger a promis de faire quelque chose et il a tenu parole.

En Afrique du Sud, le problème n'est pas aussi simple. J'ai demandé à Vorster qu'un dialogue s'engage entre les différentes communautés. J'ai demandé aux Etats-Unis de favoriser ce dialogue inter-communautaire en exerçant une pression.

Il y a déjà des craquements dans le parti de Vorster. Mais il faudra au moins dix ans pour trouver une solution. La guérilla n'est pas possible. Maintenant, le parti au pouvoir veut augmenter le nombre des privilégiés en donnant des droits aux métis et aux Indiens. C'est un progrès, mais ce n'est pas la solution.

L'ex-Sahara espagnol

Le Chef du Département : L'affaire du Sahara est-elle dangereuse ? Et que faut-il penser de ces "réfugiés sahraouis" qui préoccupent tellement notre opinion publique ?

Le Président Senghor : Il peut évidemment toujours y avoir des accidents. Mais les grandes Puissances se rendent compte que tout cela se passerait trop près de la Méditerranée. Heureusement, les Soviétiques ne veulent pas de guerre. Le conflit entre l'Algérie et le Maroc peut durer des années. La Libye n'a pas une position très nette.

Ce qui nous inquiète, c'est la menace qui pèse sur la Mauritanie. Il y a une importante minorité noire. Nous avons accepté les frontières de la colonisation. Ould Daddah est un ami. Sa mère est noire. Mais si les Algériens, qui sont racistes, s'avisent de mettre la main sur la Mauritanie, nous devrions soulever le problème de la minorité noire.

M. l'Ambassadeur Iselin : Que s'est-il passé exactement au dernier sommet de l'OUA ? Les Algériens nous disent qu'il y a eu une résolution allant dans leur sens. Les Marocains nous disent qu'il n'y a pas eu de résolution.

Le Président Senghor : Je suis bien placé pour vous répondre parce que c'est moi qui ai retourné la situation. Quand je suis arrivé, les ministres des affaires étrangères avaient accepté à la majorité simple un texte allant dans le sens de l'Algérie qu'ils proposaient aux Chefs d'Etat. J'ai demandé une discussion. L'Angola a eu la prétention de vouloir nous empêcher de discuter. J'ai fait remarquer à ces nouveaux arrivés qu'ils n'allaient pas empêcher les Chefs d'Etat de discuter et nous avons discuté six heures. Le texte, finalement, n'a pas passé. Il n'y a donc pas eu cette résolution de substance dont parlent les Algériens. Mais, comme je suis un homme de compromis, je me suis rallié à l'idée d'une résolution demandant à l'avenir une réunion spéciale de l'OUA sur la question du Sahara. Aujourd'hui, personne ne veut de cette réunion.

Toujours à la recherche du compromis, j'ai conseillé que l'on

organise un double référendum, dans la partie marocaine et dans la partie mauritanienne. C'est un fait que le Maroc a des droits historiques sur cette région. La dynastie almoravide est originaire d'une île du fleuve Sénégal et c'est à partir de là qu'elle est allée à la conquête du Nord. Mais Boumediène ne s'intéresse à un référendum que s'il amène à l'indépendance. En réalité, les Algériens sont des expansionnistes et des impérialistes. Ils veulent avoir comme les Marocains une façade atlantique.

Les "réfugiés" de Tindouf sont des prisonniers des Algériens. Parmi eux, les vrais Sahraouis sont une minorité. Il y avait environ 70'000 Sahraouis dans le Sahara espagnol. On peut admettre que trois quarts environ sont encore sur place.

Le Ministre Camara : Il n'est pas exact qu'il y ait eu exode des Sahraouis vers l'Algérie. Il faut voir d'où vient le groupe dirigeant de ceux qu'on présente comme des réfugiés. Ce sont des Mauritanien aigris. J'étais au lycée avec l'un d'eux.

L'Algérie

Le Chef du Département : Boumediène nous donne l'impression d'un homme de plus en plus solitaire, respecté en raison de son ascétisme, mais s'appuyant sur une armée plutôt faite pour quadriller le pays que pour faire la guerre. Est-ce aussi votre impression ?

Le Président Senghor : Il y a plus de démocratie dans la monarchie marocaine qu'en Algérie. En Algérie, les civils sont divisés; les militaires sont divisés. L'industrialisation a été forcée. L'agriculture a été négligée. Il y a déjà eu des coups de feu et un cadavre dans l'antichambre de Boumediène. Boumediène est très pro-arabe et relègue le Berbère dans la cave. L'Algérie est assez dans les mains des Soviétiques.

Le Maroc, que je connais mieux évidemment, est bien plus uni. Il a de bons soldats, peut-être les meilleurs de l'Afrique, et gagnerait certainement une guerre avec l'Algérie.

Le Chef du Département : Nous passons avec l'Algérie par une phase de bouderie politique. En revanche, sur le plan des affaires, tout marche assez bien, avec pragmatisme.

Le Moyen-Orient

Le Chef du Département : Le gouvernement israélien est dans une position faible. Ne pensez-vous pas que ce soit un handicap pour la recherche d'une solution de paix ?

Le Président Senghor : Certainement. C'est là un inconvénient de la démocratie. Mais les avantages de la démocratie l'emportent sur ses inconvénients. Je pense qu'il y aura une majorité en Israël pour accepter des négociations.

Je me suis intéressé depuis longtemps aux efforts de l'Internationale socialiste pour régler le problème. Nous avons trouvé, en son temps, une formule qu'Abba Eban avait acceptée, mais Golda Meïr causa l'échec des négociations.

Maintenant, les adversaires sont prêts à s'entendre. Une délégation palestinienne est venue me voir lors du dernier congrès de mon parti. Ils se contenteraient d'un petit Etat. J'en ai parlé à Giscard, à Carter et à nos amis socialistes de la 2ème Internationale.

Rabin durcit sa position. Mais si Carter fait pression, les Israéliens accepteront. Il se produit aussi une grande évolution dans la communauté juive hors d'Israël. J'ai parlé à plusieurs de ses membres influents à New York. Je leur ai dit que j'étais bien placé pour leur parler parce qu'il y a du sang juif dans ma famille. La communauté juive est en faveur de négociations. Or, c'est elle qui a le plus d'influence sur le gouvernement israélien.

Dialogue Nord-Sud

Le Président Senghor : Je suis très effrayé par l'évolution des relations économiques internationales. J'ai lancé à Salzbourg, à la réunion du Club de Rome, l'idée de l'indexation du prix

des matières premières. Nous pâtissons d'une très forte détérioration des termes de l'échange. En deux ans, le prix de nos exportations s'est élevé de 57 %, celui de nos importations de 196 %. Nous ressentons les effets de l'augmentation du prix du pétrole. Tandis que le prix de l'huile d'arachides, que nous exportons, baisse, le prix du blé que nous importons, lui, ne baisse jamais.

Il n'y a plus de discipline monétaire internationale. La Conférence de Kingston a été désastreuse. Les Etats-Unis peuvent fabriquer de la fausse monnaie avec la planche à billets; nous pas. Les Français, toujours en grève, s'octroient de 4 à 5 % d'augmentation du pouvoir d'achat. La moitié, en tout cas, l'est sur le dos des pays en développement.

Tout cela n'est pas normal.

Le Chef du Département : La Suisse participe à la Conférence Nord-Sud de Paris pour favoriser -- c'est sa vocation -- l'esprit de concertation plutôt que l'esprit de confrontation. Mais nous sommes dans un cercle vicieux. L'objectif est clair : il doit y avoir un transfert de ressources. La difficulté est de savoir comment le faire sans mettre en difficulté les pays occidentaux.

Pour le moment, tout est bloqué. Ces problèmes sont très difficiles.

Je crains que les concessions occidentales ne viennent, je ne dis pas à doses homéopathiques, mais très prudemment. La hausse du prix du pétrole n'a pas facilité les choses. Je crois toutefois qu'il existe une volonté politique de trouver -- lentement, au gré des années -- une solution.

En tout cas, je pense que le dialogue a favorisé une compréhension profonde de part et d'autre. L'incapacité des Etats-Unis de prendre une position claire en période électorale, il faut le dire, n'a pas favorisé les choses.

Le Président Senghor : Oui ! mais je pense que Carter se montrera ouvert. Il vient de nommer deux femmes dans son cabinet, dont une noire !

- 12 -

Je regrette le départ de Kissinger. C'est un homme intelligent. Mais Carter est très bien; il m'a déjà envoyé un message très chaleureux.

M. l'Ambassadeur Weitnauer : Il s'est bien entouré. Cyrus Vance sera un brillant second. Brzezinsky, Blumenthal sont aussi des hommes remarquables.

Le Chef du Département : Nous avons des difficultés à admettre sans autre la formule de "l'indexation" du prix des matières premières. Nous craignons l'automatisme et la rigidité. Et puis, elle pénaliserait notre pays, qui maintient un taux d'inflation très bas, par rapport aux autres pays industrialisés exportateurs.

Le Président Senghor : Je comprends bien votre situation et votre problème. J'ai essayé d'en tenir compte en nuancant ma formule et en proposant de parler d'"indexation avec des parités souples".

p.B.15.50.4.Sénég.

p.B.15.50.4.Sénég. - LC/rb

Berne, le 28 janvier 1977

CONFIDENTIELListe de distributionAmbassades de Suisse à :

- | | |
|-----------------|--------------|
| - Dakar (3) | - Kigali |
| - Le Caire | - Tananarive |
| - Tripoli | - Louanda |
| - Tunis | - Maputo |
| - Alger | - Pretoria |
| - Rabat | - Paris |
| - Khartoum | - Bruxelles |
| - Addis Abeba | - Ottawa |
| - Conakry | - Londres |
| - Abidjan | - Washington |
| - Accra | - Moscou |
| - Lagos | - Pékin |
| - Monrovia | - Beyrouth |
| - Yaoundé | - Damas |
| - Kinshasa | - Amman |
| - Nairobi | - Tel Aviv |
| - Dar es Salaam | |

Consulat général de Suisse à :

- Freetown

Consulats de Suisse à :

- Bujumbura
- Lusaka
- Kampala

- Observateur près ONU, New York
- Mission près OI, Genève
- Mission près CE, Bruxelles
- Délégation près OCDE, Paris

- Division du Commerce
- Division du Commerce, M. le Ministre E. Moser

- Secrétaire général
- Ambassadeur Bindschedler
- Protocole
- Service Information et Presse
- Secrétariat politique
- Service économique et financier
- Division politique I
- Direction du droit international public
- Direction des organisations internationales
- Coopération technique
- ZR - HH - CJ - IS - KH - NF - RS - SW - VG - LC